

### Editorial

## Au 'Non' de toute l'Afrique.

### Du nègre à l'humain : Renaissance et dignité

*Ouf ! L'An 2005, 365 jours, durs, longs et pénibles. Des jours sans soleil ni lueurs, des nuits sans aurores, sans aubes ni horizon. Sous les cieus africains, dans des États où le bon sens et le respect des personnes et des droits citoyens sont demeurés absents, s'élèvent comme un chant lugubre, une triste mélodie, les plaintes étouffées des enfants d'Afrique. Le soupir des mères impuissantes, les mains d'enfants bâtards, d'enfants soldats, d'enfants affamés, sans père et sans mère montent assourdissants vers les cieus, implorant une existence plus saine.*

tion, et seulement par l'action qu'un équilibre à défaut d'une domination est envisageable.



Mais un lourd rideau opaque et ténébreux, comme une aile de rapace plane, nuit sans fin et laisse l'espoir orphelin. Monte aussi dans cette nuit le murmure de quelques âmes lucides, qui attendent un jour dont l'enfantement devient chimérique. En Occident, entre deux pannes du libéralisme économique défigurant l'homo sapiens, la diaspora noire, comme une bête de cirque, est montrée du doigt, invectivée et désignée coupable de tous les malaises dont est malade la belle dame bleue à la peau ratatinée. Incendies criminels, lynchages, expulsions, rapatriements sauvages, etc., "la racaille" se voit isolée dans cette civilisation dite égalitaire. C'est de bonne guerre dira-t-on! Tout remonte à Cham.

L'année 2005 est en ce sens assez significative malgré le tableau drastique des événements qui l'ont emmaillée. Dans cette nuit noire sans fin et sans horizon, quelque chose a bougé. Sans idéologie aucune, sans armes de destructions massives, sans complaisance avec le terrorisme à la mode, de violents spasmes de l'Afrique meurtrie se font entendre dans la douceur des nuits d'Occident où la panique s'installe. Quelque chose a changé. L'Afrique se contorsionne, l'africain se révolte. Pour l'instant elle ne demande qu'à assouvir de simples besoins anthropologiques liés à la pure immanence existentielle. Le passage de cette étape à la construction d'un discours idéologique lié à la volonté de puissance se fera à coup sûr, si encore à ce cri légitime, s'opposent le silence et l'éternel absence de nos dieux les colons...

NON ! NON et NON. A cette communauté de malfrats bien-pensants et aux africains qui passent leurs temps à prier, je dis de se rapprocher de la théologie négative, en l'occurrence celle de Hans Jonas, qui consacre un Dieu souffrant, ne pouvant plus influencer le cours de l'histoire humaine du fait de notre liberté. Dieu n'a pas oublié l'Afrique; tout simplement, du fait de l'histoire elle-même comme lieu de déploiement du destin historique des peuples et de l'âge de l'assomption des hommes par eux-mêmes, il est impuissant à intervenir dans la lutte des peuples opprimés. C'est donc de l'ac-

**Révisionnisme:** A l'occasion de ses vœux à la presse, Jacques Chirac a déclaré que l'article 4 de la loi du 23 février 2005 sur le "rôle positif" de la colonisation qui "divise les Français" doit "être réécrit".

**La Tanzanie lance son antirétroviral :** le TT-VIR. Avec le TT-VIR, la Tanzanie rejoint les pays producteurs des antirétroviraux génériques.

**P.6 OMC : Solidarité par défaut ou accalmie?**

### SOMMAIRE

Éditorial		
I	Kerekou et l'OMC	2
II	2005: Extraits choisis	2
III	2005: Triste bilan	3
IV	Haines raciales	4
V	Perspectives démographiques en 2050	5
VI	Khadi Hane	5
VII	OMC: solidarité par défaut...	6
VIII	La manipulation politique au Togo	8
IX	L'Afrique en chiffres	8
Annonces - Liens		

JANV. 2006

Afrology

**Afrology** renouvelle ses vœux les plus sincères à tous ses lecteurs et membres...

Afrology: une plateforme de réflexion et d'analyses, un think tank ouvert à tous les intellectuels.

## Image du mois


**Le dernier discours de Kérékou sur l'état de la nation**

*Comme de coutume en fin d'année, le Président de la République, le général Mathieu Kérékou était le vendredi 30 décembre devant la Représentation Nationale pour le traditionnel message sur l'État de la Nation. Mathieu Kérékou a présenté aux députés un bilan positif de la "santé" du Bénin et s'est dit satisfait du travail accompli par son équipe tout au long de l'année 2005. Il*

*reconnaît néanmoins que les résultats obtenus demeurent mitigés et demande plus d'effort pour sortir le Bénin du cercle vicieux de la pauvreté.*

L'équipe Afrology, dans son ensemble, tient à féliciter le béninois Mathieu Kérékou pour avoir été le seul président africain à avoir officiellement dénoncé la supercherie de Hong-Kong. Les contraintes endogènes, déclare-t-il, se sont ajoutées aux facteurs extérieurs pour freiner la production cotonnière, base de notre économie nationale qui s'est trouvée aux prises à des perturbations résultant à la fois de la mauvaise gestion de la filière et des conséquences fâcheuses liées aux subventions que les pays développés continuent d'accorder à leurs producteurs agricoles. Malgré les professions de foi des Pays du Nord, nos appels et nos plaidoyers pour un commerce équitable sont restés sans écho favorable. Les récentes conclusions de la Conférence de l'OMC à HONG KONG en sont une illustration patente qui, loin de nous décourager, doivent plutôt nous porter vers une prise de conscience aiguë de nos responsabilités individuelles et collectives.

Face à une telle situation dangereuse, le Gouvernement reste convaincu que seules des mesures visant à diversifier des filières agricoles dans notre pays peuvent nous sortir des méandres de l'exploitation de l'homme par l'homme. C'est ainsi qu'il a été procédé à la réhabilitation du complexe sucrier de Savè dont la production est devenue effective depuis le mois de mai 2005. Pour une meilleure maîtrise de la situation de emploi dans notre pays, le Gouvernement a entrepris du 20 au 30 juin 2005 au recensement national des demandeurs d'emplois. L'exploitation judicieuse des conclusions de ces travaux permettra de conforter les bases de la politique nationale de réduction du sous-emploi et du chômage dans notre pays.

Afrology s'interroge toujours sur le soutien coupable que l'homme apporte à la dictature chez le voisin togolais...

## Editorial

Alors les justes opposeront le dédain à l'absence, la lutte aux mépris et à la domination. Basculera ainsi l'ordre du monde.

Nombreuses sont aujourd'hui ces âmes, victimes du syndrome de la conscience lucide, ce mal fulgurant qui somme le moi du nègre à prendre conscience de son dénuement, à dissoudre la fallacieuse emprise de la désublimation répressive, et qui le pousse in fine à la révolte. C'est de leurs nombres sans cesse grandissant que vient l'espoir. L'Afrique vient d'achever son cycle de misère et d'isolement par l'avènement politique du "règne des fils"\*. La limite est atteinte et à présent elle ne peut se lancer que dans un processus inverse. La vraie lutte pour l'indépendance vient de débuter. Des quinze années qui ont suivi l'engouement à la démocratie, propre au vent de l'Est, il faut retenir que l'essentiel n'est pas seulement l'exercice du pouvoir par les soi-disant partis d'oppositions, ni la croyance infondée du soutien des chancelleries ou des métropoles occidentales aux mouvements contestataires. Les colons ne sont autres que nos superbes ennemis. Nous sommes seuls. Non seulement nous devons assumer cette solitude,

mais aussi aider les masses paysannes et les peuples africains à comprendre et jouir de leur statut de personnes et de citoyens, se poser en s'opposant, mais sans s'exposer.

Alors organisons la réflexion, puis à vos plumes et à l'action. Nous sommes les seuls responsables de notre devenir. Puisse la paix et la lumière avec nous, être.

Korh, l'Africain

## Afrology

Pour les versions complètes des articles et dossiers, aller sur <http://www.afrology.com>

### Afrique et diaspora: Extraits de l'année 2005

#### Dérives autocratiques, le Togo en état de siège

Décès officiel du président togolais le 5 février 2005: l'Union africaine parle d'un putsch LOMÉ - Le président togolais Gnassingbé Eyadéma est mort alors qu'il était évacué du pays pour recevoir des soins. Il était au pouvoir depuis 38 ans. Le président de la Commission de l'Union africaine a dénoncé "un coup d'Etat militaire".

#### Kérékou ne se présentera pas aux présidentielles de 2006 et conserve la constitution

Cotonou, Bénin, 12/07/05: Après avoir dominé pendant 30 ans la vie politique du Bénin, petit État d'Afrique de l'Ouest, le président Mathieu Kérékou a annoncé qu'il ne se présentera pas aux prochaines élections présidentielles au terme de son mandat de cinq ans.

#### Hissène Habré aux arrêts

L'ancien président risque la prison, pendant que les autres dictatures se renforcent ou se perpétuent sur le continent africain...

#### Polémique sur la colonisation

Jacques Chirac s'est prononcé pour une réécriture de l'article IV de la loi du 23 février sur "le rôle positif" de la colonisation française afin d'apaiser les esprits. "Après avoir consulté les principales associations, le président de l'Assemblée nationale déposera une proposition de loi en ce sens afin de réécrire ce texte et de parvenir à une rédaction qui rassemble et qui apaise les esprits", a-t-il précisé.

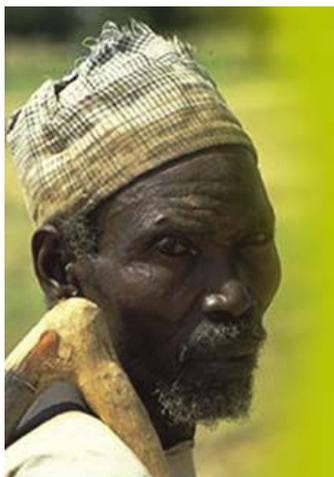
#### La faim, fléau en Afrique subsaharienne

Selon l'ONG, Consumers International, l'Afrique subsaharienne enregistre une "baisse ou une stagnation des revenus agricoles et une dégradation progressive des sols et de la végétation". Ses populations, surtout les enfants, sont par ailleurs les plus exposées dans le monde à la famine et à la malnutrition. Le grand drame de l'année fut le Niger, où la mal-gouvernance accompagna le passage des criquets.

#### Modèle français

Jacques Chirac a appelé la classe politique à sortir "du débat qui tourne en rond sur le modèle français", dans une critique implicite de la stratégie de "rupture" de Nicolas Sarkozy. "Sortons de ce débat qui tourne en rond sur le 'modèle français'. Il faut évidemment réformer pour changer ce qui fonctionne mal ou ce qui n'est plus adapté. Mais on ne change pas ce que l'on est".





*Les puissances de ce monde avaient promis de prioriser l'Afrique depuis quelques années. Des déclarations, des promesses, des engagements à augmenter l'aide au développement et à assurer la sécurité des populations se sont multipliés notamment lors des sommets du G-8 en Grande-Bretagne et au Canada. Pourtant sur le terrain, il n'y a pas d'amélioration visible. Pire encore, plusieurs indicateurs démontrent au contraire que le continent africain s'enfoncé encore plus*

*dans la misère. De 1990 à 2002, le nombre d' "ultra-pauvres" (disposant d'un revenu de moins d'un dollar par jour) est passé de 242 millions à 300 millions (sur 770 millions d'habitants) et selon les prévisions actuelles, il passera à 345 millions en 2015.*

### L'économie africaine malade des politiques néolibérales

Le FMI et la Banque mondiale se gaussent du fait que la croissance économique moyenne a dépassé 5% en 2005, mais cette hausse est très relative si on la met dans le contexte de près de 20 ans de décroissance. Aujourd'hui, des anciens responsables de la Banque comme Joseph Stiglitz admettent que les politiques dites d'ajustement structurel mises en place dans les années 1980 ont été en bonne partie responsables du profond déclin. La production locale a chuté dans presque tous les secteurs. Les infrastructures sociales (santé, éducation) ont été massacrées par des coupes budgétaires sauvages. La place de l'Afrique dans le commerce international a chuté dramatiquement. Seules "gagnantes" de cette situation, les institutions financières qui ont engrangé des centaines de millions de dollars à titre de remboursement de la dette. En fait malgré ces faramineux paiements, l'Afrique se retrouve aujourd'hui encore plus endettée et parvient à peine à payer les intérêts sur sa dette. Au total pour le continent africain, 38% des budgets des États est consacré au remboursement de ces intérêts.

### La dette qui tue

Cette situation pourtant décriée n'est pas vraiment changée en dépit de certaines initiatives des pays riches pour réduire la dette. Dans le cadre du programme "PPTTE", des allègements de dette sont consentis à certains pays en autant qu'ils réduisent d'autant leurs investissements sociaux. Mais selon Éric Toussaint du Comité international pour l'annulation de la dette, "le FMI interdit aux gouvernements de recruter et de former suffisamment d'enseignants, d'aides-soignants, de médecins au nom de sacro-saints principes comme la réduction de la fonction publique et l'équilibre budgétaire". Le paludisme, une maladie qu'on peut soigner, a fait 900 000 victimes cette année. L'espérance de vie a baissé dans plusieurs pays africains, notamment le Botswana et le Zimbabwe où sévissent le SIDA qui fait d'autant plus de victimes que les populations n'ont pas accès aux médicaments qui empêchent les gens de mourir

dans les pays riches. Lors des deux derniers sommets du G-8, les pays riches avaient pourtant promis de remédier à cette situation en mettant de l'avant un "nouveau" plan de développement pour l'Afrique, le NEPAD. Mais les résultats ne sont tout simplement pas là.

### Le Niger : la descente aux enfers

Au centre du continent africain, le Niger a fait parler de lui (pendant quelques semaines) au début de l'année à cause d'une famine qui a menacé trois millions de personnes et causé la mort de plusieurs dizaines de milliers d'enfants et de femmes. Techniquement, la famine a résulté d'une invasion de criquets, mais en réalité, telle n'est pas la cause puisque les moyens pour contrecarrer cette calamité existent. Pays le plus pauvre de la planète selon le classement du PNUD, le Niger n'a pas tout simplement pas de moyens. 63 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. Entre-temps, la dette représente 66\$ du produit intérieur brut. Le service de cette dette à lui seul ponctionne 22% du budget national. Et en dépit d'une réduction de la dette dans le cadre du PPTTE, le Niger doit rembourser ces intérêts, au détriment des secteurs sociaux, comme la santé et l'éducation. Plus de la moitié des enseignants ont été renvoyés dans un pays qui compte plus de 60% de la population analphabète.

### Retour en arrière sur le plan démocratique



Au début des années 1990, une vague de démocratisation a traversé le continent. Deux dictatures longtemps appuyées par les pays occidentaux, l'Afrique du Sud de l'apartheid et le Zaïre de Mobutu, ont basculé vers la démocratie grâce à des luttes et des résistances spectaculaires. Dans ce sil-

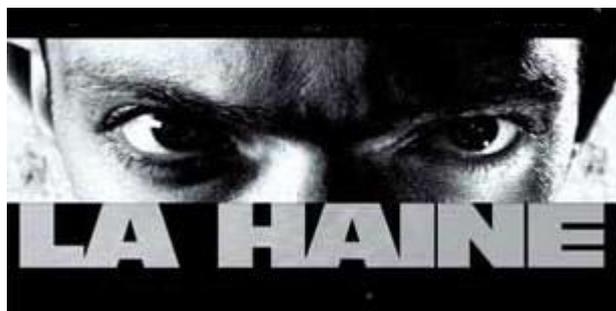
lon, environ 30 pays ont abandonné les régimes militaires qui sévissaient et ont connu des élections libres. Or aujourd'hui dans le contexte de la crise sociale et économique, ces avancées sont très menacées. Des élections récentes ont dérapé lorsque les partis au pouvoir ont réprimé l'opposition, comme en Éthiopie, en Tanzanie, en Ouganda et au Togo, des pays pourtant "choyés" par les principaux donateurs comme le Canada. Ailleurs, des régimes de "démocrature" s'encrassent au pouvoir par le biais de manipulations politiques de toutes sortes, comme au Burkina Faso, au Zimbabwe, en Côte d'Ivoire, au Gabon. Cette dégénérescence a plusieurs causes dont la faiblesse et la dispersion de l'opposition, souvent tentée de s'accaparer du pouvoir plutôt que de proposer de réelles transformations. L'indifférence, voire la complicité des pays riches est un autre facteur. Surtout là où les ressources pétrolières abondent, on a tendance à fermer les yeux sur les abus, la violation des droits et le pillage qui sévissent, comme en Angola, en Guinée-Équatoriale, au Nigeria et au Soudan.

...Suite Page 7



## De "l'illégitimité de la haine" à l'illégitimité de l'invective raciale...

Dans les lignes du Figaro du 19 /11/ 2005, apparaissait une interview du philosophe français Alain Finkielkraut, intitulé "L'illégitimité de la haine", interview dans laquelle il faisait le bilan des émeutes dans les banlieues françaises. L'intérêt de cette interview sur laquelle nous revenons ici volontiers tient du ton et de la tendance de l'auteur, une attitude très mitigée par rapport à la tendance majoritaire d'une opinion française divisée en ce qui concerne la lecture des événements et de leurs causalités effectives.



Le philosophe, toujours égal à lui-même, dans un langage incisif et très sobre à la fois, nous avait gratifié d'un ton, qui, contrairement à la réaction permissive et paternaliste de bon nombres de personnes ayant accès aux médias, avait pris le soin de dénoncer la gratuité de la violence, les cibles visées par les vandales, cibles très symboliques à ses yeux, et porteurs de sens, traduisant les véritables intentions des fauteurs de troubles, leurs prétendus mobiles, qui, au regard des actes posés, paraissaient non fondés, et surtout, la désaffection de l'esprit critique des français, occupés à pontifier sur le désespoir des incendiaires au lieu de s'en tenir à la matérialité des faits.

Cette désaffection de l'opinion, incapable de se situer face aux caractères inédits des émeutes, le ressentiment du à une violence gratuite et la conscience d'une panne évidente dans le fonctionnement de la République avaient laissés perplexes les membres du Think Tank Afrology, très surpris du psychologisme intéressé de l'opinion, et de l'attitude au début timorée du gouvernement à prendre la mesure exacte des événements. Bref, les condamnations étaient sommaires, sinon, les voix qui s'élevaient tergiversaient entre un blâme ferme à l'endroit des pyromanes et la compréhension du désarroi qui serait à l'origine de tels dérapages. C'était comme si l'opinion française se reprochait quelque chose ou à tout le moins reprochait quelque chose à la République embrasée. L'intégrité de la France et sa souveraineté passaient derrière le décryptage du mobile des colères dans les gestes haineux des minorités. On était, au regard des faits et de l'appréciation de l'opinion, en face d'une double désaffection : celle de l'esprit critique et celle de la France.

### Une appréciation "parcellarisante" des faits

La voix de Finkielkraut dans un contexte pareil semblait unique et consacrait sa position comme inédite. Bref, elle le gratifiait d'une lucidité qui dans le cours normal des choses est l'apanage des vrais intellectuels. C'est d'ailleurs le statut dont il jouit aux yeux du premier ministre français, très conforté par son analyse dont le ton lui apparaît comme une bénédiction de sa politique et un gage de légitimité. C'est vrai, quand on reste dans le contexte de la matérialité des faits, les moyens et les cibles des vandales au regard des meurs et de l'évolution sociohistorique semblaient asymétriques, non-contemporain. Mais au-delà de l'unicité de cette lecture faite par le philosophe et de l'auréole dont il jouit, il existe des questions assez pertinentes qui révèlent non pas seulement un malaise social dont la République s'affaiblit, mais aussi la portée réductrice, parcellarisante de la lisibilité de l'événement selon ce dernier.

L'intérêt pour la matérialité des faits et les signes avant-coureurs repérables dans ce que l'on désigne maladroitement par "sous-culture" n'épuisent pas l'étendue du champ des causalités. Il y a des questions qui demeurent suspendues, soit parce qu'on évite de les poser pour des raisons affectives – l'amour de la France, sanctifiée dans le rapport affectif du citoyen à son pays- ou soit parce que la lucidité fait défaut. Parmi ces questions, il y en a une, des plus simples et des plus basiques qui est celle du pourquoi de cette désaffection. Une question essentielle qui laisse malheureusement Finkielkraut un peu indifférent, une question dont l'économie entraîne insidieusement la stigmatisation des minorités raciales impliquées dans ces émeutes, et même en filigrane, une prise de position dont la suspicion n'est pas gratuite.

### L'illégitimité des invectives raciales

Les bien-pensants qui montent au créneau pour décrypter le langage nébuleux et inaudible dont est emprunt la violence inédite de novembre 2005 dans les banlieues pêchent par endroit contre l'esprit. C'est une situation inédite qui demande un degré d'analyse qui n'a rien à voir avec ces visions stéréotypées d'une République sanctifiée qui n'a rien à se reprocher, la considération de la civilisation comme un lieu-dit d'us et de coutumes, de mœurs subtils, peaufinés, délicats et achevés à l'abri de toute barbaries ou encore fixe et exempt de mouvements, et des minorités bâtards de la civilisations. Aucune analyse ne saurait prétendre épuiser le champ dédaléen des causalités. La pensée critique à la mission de faire le tour d'horizon avec le plus d'objectivité possible en évitant des débats impulsifs et passionnés. Guerre des dieux, conspiration antirépublicaine, manipulation intégriste, phénomène de contagions de la violence etc., intellectuels et politiques dans leur mission d'avant-garde doivent honorer leur statut. Des maux dont le monde post-moderne est malade, le soupçon de l'un et de l'autre menace à chaque instant d'altérer la clarté de l'analyse et donner lieu à l'opacité, la confusion des causes et des genres.

A défaut de poser un regard synoptique sur les événements, il est malsain de stigmatiser des populations et de spéculer sur des soi-disant tendances idiosyncrasiques des minorités. "Racailles", "Les noirs sont plus violents que les arabes" etc., Jusqu'à présent ces noirs n'ont pas encore gazéifié des populations ni lancé des bombes atomiques sur un peuple.

Que l'analyse d'Alain Finkielkraut sur les violences banlieusardes provoque des envolées lyriques chez des personnes que cela arrange et qu'on lui décerne la palme d'or, cela n'est pas étonnant. C'est d'abord la preuve par excellence de la carence de l'esprit critique dans l'Hexagone, carence dont la pertinence se précise puisque ceux qui en font la récupération politique se satisfont trop vite alors qu'ils sont censés savoir que cette appréciation des faits quoique exacte, n'épuise pas le champ de la compréhension du problème. Et ensuite, c'est aussi la preuve que la république va mal, qu'elle s'aveugle, refuse de se questionner afin de s'adapter à l'évolution sociale. Depuis que la Chine s'affirme comme un géant postmoderne, on tait de plus en plus ses bavures dans le non-respect des droits de l'homme pour bénéficier des largesses de son portefeuille.

C'est regrettable, des intellectuels engagés dans la dynamique sociale de la trempe de Raymond Aron manquent aujourd'hui à l'Hexagone. Sa clairvoyance, son esprit critique et incisif lui ont valu beaucoup d'inimitiés. Mais lui au moins était fidèle à la pensée qu'à la complaisante politique politicienne. Il faut peut-être renvoyer la France à cette analyse de l'homme dantant de 1943, intitulé L'Ombre de Bonaparte où il est question du renouveau politique qui suivra la libération de la France.

Alors qu'on arrête cette fuite en avant, ce leurre malhabile de sanctification et d'angélisme de la République en faisant des minorités le bouc émissaire.

Korh l'Africain

### Quelles sont les perspectives suggérées par l'évolution de la démographie dans les 50 prochaines années ?



*Les conséquences du vieillissement et de la dénatalité de la population sur le système de santé, sur les services sociaux et sur les pensions inquiètent nos gouvernements depuis quelques années. Mais quels sont les enjeux sociaux, politiques et économiques soulevés par la perspective d'une population dont le taux de renouvellement est décroissant?*

Ainsi, à l'horizon 2050, l'Asie compterait selon l'ONU 5,2 milliards d'habitants (soit 1,4 milliards de plus qu'aujourd'hui); l'Afrique, 1,8 milliards (soit un accroissement de près d'un milliard); l'Amérique latine, 768 millions (contre 543 aujourd'hui); l'Amérique du Nord, 448 millions (soit un gonflement de 122 millions d'habitants). Isolée, l'Europe perdrait près de 95 millions d'habitants, passant de 726 millions, aujourd'hui, à 632 millions en 2050. A l'échelle continentale, seule l'Europe connaîtrait donc un déclin démographique. L'Asie resterait le continent le plus peuplé, puisqu'elle devrait alors compter 58 % de l'humanité, l'Inde passant devant la Chine comme le pays le plus peuplé avec quelque 1,5 milliards d'habitants. Paradoxalement l'accroissement significatif du poids des retraités dans l'OCDE, consécutif de l'allongement de l'espérance de vie et de l'arrivée à la retraite des générations du baby-boom, intervient simultanément avec l'accroissement rapide des effectifs d'actifs jeunes dans les pays à bas revenus, résultant de leur entrée dans la transition démographique. Cette situation, unique dans l'histoire moderne, offre une fenêtre d'opportunité pour l'économie mondiale: les excédents d'épargne des pays riches, accumulés par les générations précédentes et/ou constitués dans un but de retraite, pourraient financer l'équipement des nombreux jeunes actifs des pays en développement. Ces complémentarités peuvent ainsi être un puissant facteur de rattrapage des pays émergents et une alternative au manque de potentiel de croissance dans les pays occidentaux.

La bonne nouvelle est que la planète reste suffisamment grande pour héberger l'humanité, il est prévu que la population mondiale atteigne son maximum en 2065 avec 9 à 10 milliards d'habitants et ce, après avoir connu une explosion sans précédent ces cents dernières années, l'autre nouvelle est qu'il va falloir que les organisations humaines s'articulent

par rapport à un modèle où la logique de croissance illimitée ne sera plus de mise.

### Afrology

Pour les versions complètes des articles et dossiers, aller sur <http://www.afrology.com>

### Les pays en développement

Le vieillissement de la population ainsi que les perspectives économiques des pays occidentaux vont de pair avec un autre phénomène: l'émergence de nouveaux partenaires (et rivaux) économiques puissants comme l'Inde, la Chine et le Brésil. Leur essor a déjà provoqué de profonds bouleversements. La quantité de produits de consommation fabriqués à bon marché en Chine puis exportés en occident est telle qu'ils contribuent à contenir l'inflation causée par l'augmentation des matières premières et des dépenses forcées.

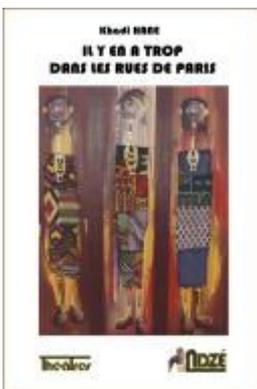
Cependant, la relation démographique entre l'Occident et les marchés émergents ne se limite pas aux activités de fabrication. Comme le taux de fécondité dans la plupart des pays occidentaux est maintenant inférieur au seuil de renouvellement des générations, à savoir 2,1 enfants par femme, il faut accueillir davantage d'immigrants qualifiés. Par exemple, déjà 22 % de tous les Indiens diplômés en sciences infirmières se trouvent un emploi à l'étranger. Pendant ce temps, des sociétés occidentales donnent certaines activités en infogérance dans des pays comme l'Inde, où le secteur de la haute technologie s'enrichit de 70 000 emplois par an. Aux portes de l'Europe, des réservoirs de populations très jeunes se pressent et atteindront dans vingt ans, 100 millions pour la Turquie, 100 millions pour le Maghreb et 100 millions pour l'Égypte, sans parler de l'Europe de l'Est et du continent asiatique aux réserves inépuisables. L'efficacité de leurs intégrations sera directement corrélée à notre volonté de les aider à accroître leur niveau de formation et d'employabilité. *Enfin il serait indécent de passer sous silence que près de 20% de la population des pays en développement, dont un africain sur trois, souffrent de sous-alimentation et, si toute chose restent égales, ce désastre s'amplifiera...*

Par ailleurs, parallèlement à la masse importante de population, l'explosion économique de la Chine et bientôt de l'Inde auront pour conséquence un accroissement phénoménal de la consommation de ces pays-continent dès lors que se passera-t-il s'ils se mettent à consommer autant que les américains aujourd'hui ? La réponse est simple : la planète ne pourra soutenir le rythme et s'étouffera...

Luigi Chiavarini

### PUBLICATIONS

#### "Il y en a trop dans les rues de Paris"



*Il n'y a presque pas de femmes dramaturges dans les lettres francophones. En publiant Il y en a trop dans les rues de Paris, Khadi Hane nous offre une pièce de théâtre singulière. Le ton est surprenant, libre, simple.*

#### Extraits de dialogues :

Mouna : ...Les Africains sont fainéants.

Ils attendent que tout leur soit servi sur un plateau d'argent.

40% des Espagnols croient que l'immigration est un problème majeur en Espagne contre 54,1% ayant opté pour le chômage. Suivant la même logique, plus de 60% des questionnés croient qu'il y a "beaucoup d'immigrés en Espagne".

Ami : C'est tout ce que nous savons faire : rouler des R comme si nous descendions de Molière. Et plus tu les roules, plus tu t'enfonces dans ta merde d'Africain. Je vais vous dire moi : la francophonie, je n'y comprends rien. C'est quoi au juste ?

Mouna : Une fraternité qui lie la France à ses colonies. C'est, comme qui dirait, une grande famille avec un patriarche qui veille sur les petits.

Ami : Qui refuse à ses frères la liberté de circuler et de travailler en paix ?

Mouna : La France.

Ami : Qui exige que les Africains renient leurs propres langues au profit du français ?

Mouna : La France.

Ami : Qui refuse ensuite de les accueillir dans son berceau ?

Mouna : La France.

Ami : Et moi j'emmerde tous les francophones et les francophones...

La jalousie, les préjugés, la xénophobie, le racisme se banalisent dans les rues de Paris, mais aussi à la télévision, à tel point qu'on finit par hausser les épaules. Rassemblés avec humour et brio, ces clichés deviennent des "projectiles intolérables". Auteur: **Khadi Hane**

Editions Ndze (collection théâtres)



**OMC : Solidarité par défaut ou accalmie trompeuse...**

Après les échecs éprouvants de l'OMC à Seattle et à Cancun, la stratégie du "no surprise" de Pascal Lamy semble avoir payé. Adopté en novembre 2001 à Doha au Qatar lors de la 4e conférence ministérielle de l'Organisation mondiale pour le Commerce (OMC), le programme de Doha, qui comporte 21 dossiers visant à éliminer les obstacles au commerce, a enfin vu son

volet développement être réellement discuté. Sans surprise, les 149 pays membres de l'OMC sont tombés d'accord pour refuser un nouvel échec mais ont repoussé l'essentiel des négociations et des décisions à plus tard, suspendant ainsi toute amélioration immédiate des conditions de vie des producteurs de matières premières agricoles dans les pays pauvres.

**L'OMC contribue à l'amélioration du bien-être de tous ?**

Les décisions de Hong Kong ne témoignent en rien d'une volonté réelle des pays riches de supprimer le protectionnisme lequel se conjugue souvent sous des formes multiples favorables aux États disposant de plus d'influence que d'autres. Il s'agit, entre autres, de barrières tarifaires et non tarifaires avec notamment une propension à privilégier les quotas, les contingentements, les règles d'origine, les clauses de sauvegarde, les mesures de rétorsion et les normes draconiennes forçant une mise à niveau immédiate du système productif des pays du sud.

Les décisions de l'OMC à Hong Kong ne se distinguent pas vraiment de celles prises lors du dernier G 8 à Gleneagles, notamment l'annulation de 3,3 milliards de \$ EU de dettes de 19 pays pauvres alors que la dette extérieure des pays à revenus faibles s'élevait déjà à plus de 424 milliards de \$ EU en 2003. Il s'agit là encore de se mettre d'accord sur un minimum qui permet à l'ensemble du système de se perpétuer avec des promesses de "faire mieux plus tard". Il n'est d'ailleurs pas sûr que le compromis minimaliste de Hong Kong soit accepté par les parlementaires américains (Congrès des États-unis). Ceux-ci n'ont pas exclu la possibilité de renouveler la loi protectionniste (Farm bill) pour leurs agriculteurs pour la période 2007-2012 si les résultats de Hong Kong sont jugés non-satisfaisants et vont à l'encontre de la défense de leurs intérêts nationaux.

**Les pays riches surpris par la résistance des pays faiblement industrialisés**

L'OMC est une institution où les États-membres sont ceux qui "gouvernent". Le poids économique et l'influence des uns et des autres y sont donc prépondérants, au point de reléguer parfois la valeur ajoutée du Directeur Général à un rôle second d'homme orchestre. Pour une fois, la pression des organisations non gouvernementales, des organisations paysannes et professionnelles, relayées par les pays émergents et les pays à revenus faibles, a permis, enfin, d'amener les pays occidentaux à fixer des dates butoir pour la levée de leur système protectionniste dans un monde globalisé.

Dans un tel système, la notion de liberté du commerce du capital, des biens, des services et des personnes ne peut être la même pour tous. La notion de commerce équitable ne peut plus se définir uniquement en fonction des intérêts des pays riches. Les organisations non gouvernementales, suivies par les pays pauvres et émergents, ont réussi à convaincre le monde de cette évidence qui semblait échapper aux États membres dominateurs au sein de l'OMC. La liberté de commerce ne peut plus se définir uniquement à partir des inter-prétations et considérations occidentales. Le point de vue des pays pauvres et les dommages collatéraux subis par les populations sans défense, africaines en particulier, ne peuvent passer par pertes et profits uniquement parce que les médias politiquement corrects, modelant l'information "mondiale", font

l'impasse dessus.

En menaçant de se retirer d'un tel système injuste et non viable à terme car profilant à l'horizon le spectre de la création d'esclaves du commerce mondial, les pays faiblement industrialisés, ceux d'Afrique en particulier, ont réussi, pour un temps, à imposer une solidarité par défaut. La surprise était donc du côté des pays occidentaux qui n'étaient plus habitués à rencontrer une telle résistance face à certaines de leurs méthodes dolosives et collectives d'usurpation du bien d'autrui. On est bien loin des objectifs théoriques de l'OMC consistant à organiser le monde sur la base d'un commerce libre et équitable. La désillusion des pays les moins influents a fait place à de la résistance collective et organisée. Malheureusement, ce ne sont pas tous les responsables africains qui parlent au nom de leur population compte tenu des déficits démocratiques en voie de progression sur le continent, notamment en zone francophone.

En réalité, le monde du commerce est régi par des rapports de force qui font que la concurrence entre pays disposant d'un niveau équivalent de développement industriel et de productivité ne permet de se rapprocher que d'une liberté du commerce de type "second best".

**Une prise de conscience tardive : plus de justice pour 80% de l'humanité**

Les pays occidentaux avaient mis en place un système où les avancées en matière de libéralisation du commerce ne pouvaient se faire qu'à sens unique et imposé par eux. Pour éviter l'échec des négociations comme à Seattle ou Cancun, les pays occidentaux ont préféré faire des concessions minimales. Ainsi, pour une fois, faisant fi de leurs divergences et représentés par 120 pays membres de l'OMC qui ont signé la déclaration commune après les quatre jours de négociation-marathon à Hong Kong (13-18 Décembre 2005), les pays faiblement industrialisés ont fini par faire évoluer l'OMC vers plus de justice. En réalité, cette victoire, au goût amer, est celle de ces pays qui représentent plus de 80 % de l'humanité. Ils ont enfin permis aux autres 20 % des pays riches de se remettre en cause et d'accepter une réelle négociation commerciale sur des bases démocratiques, sur au moins quatre points :

- le refus d'une libéralisation immédiate du commerce mondial sans ajustements des capacités productives des pays les moins industrialisés ;
- la distorsion commerciale engendrée par les excédents de productions subventionnées des pays riches sur les producteurs des pays pauvres ;
- le rôle parfois pervers des aides d'urgence des pays riches sur la production et la productivité agricoles dans les pays pauvres ;
- l'affaiblissement induit de plusieurs institutions spécialisées par une déformation calculée des analyses en faveur d'une approche commerciale.

**Pour un financement mondial de la mise à niveau des capacités productives et capacités commerciales des pays pauvres**

Le pari de Doha, qui semblait devoir rester lettre morte comme beaucoup de promesses faites aux pays pauvres au G8, a finalement accouché non pas d'une souris, mais d'une prise de conscience de la contradiction profonde des positions occidentales. Il transparait quelque part la difficulté pour les pays riches de soutenir à terme une concurrence et un système libéral qu'ils ont voulu et continuent de promouvoir lorsque des géants comme la Chine, l'Inde ou le Brésil commencent à émerger et se rangent du côté des pays pauvres. La difficile application des clauses de sauvegarde en Union européenne face à l'arrivée massive des produits manufacturiers chinois et autres pays asiatiques témoigne déjà des affrontements économiques à venir. Suite Page 7...

## La crise soudanaise qui n'en finit plus



Voilà un pays qui est en crise depuis 25 ans durant lesquels des millions de personnes ont péri. Une dictature militaire sous couvert de l'intégrisme règne sans partage devant une opposition atomisée. Conscients du danger découlant d'une situation instable, les pays riches ont fait pression pour une solution négociée, ce qui a débouché sur un accord de paix entre le gouvernement et une partie de l'opposition (le SPLA) au début de 2005. Mais comme les Soudanais l'ont dit eux-mêmes, c'était une mauvaise piste qui a conforté le régime militaire dans ses positions tout en divisant davantage l'opposition. Entre-temps, la crise a éclaté dans l'ouest du pays (Darfour) et causé plusieurs dizaines de milliers de victimes. Les protestations des pays riches de même que l'intervention d'une force militaire mandatée par l'Union africaine n'ont pas changé cette situation qui risque maintenant de s'étendre à d'autres régions du Soudan et à des pays voisins comme le Tchad. En fait, le processus de paix mal parti (partage de pouvoir entre élites corrompues) n'a jamais pu être mis sur les rails. Le régime soudanais qui est assis sur une montagne de pétrole est devenu "indispensable" pour les pays riches qui ne veulent pas mettre en péril l'accès à ces ressources sous "prétexte" de démocratiser le pays.

## Génocides en cascades dans le centre de l'Afrique

La crise soudanaise aussi terrible qu'elle ne paraît semble assez modérée à côté de celle qui a frappé le centre du continent depuis les dernières années. Le génocide du Rwanda a contaminé la région en s'étendant au Congo où selon l'ONU près de quatre millions de personnes sont mortes à la suite des différents conflits et massacres. Encore là, les pays riches ont fait preuve de mièvrerie. À plusieurs reprises, les demandes des pays en question endossées par l'ONU à l'effet de déployer des Casques bleus ont été minimisées, notamment par les États-Unis qui semblent plus intéressés d'élargir leur influence dans la région que de ramener la paix. Dans un pays plus grand que la France et l'Allemagne combinées, le Congo a reçu une quantité infime de soldats de la paix qui la plupart du temps ne peuvent que constater les massacres. Les tentatives de médiation au niveau politique sont grandement affaiblies parce que les forces et les gouvernements impliqués dans la déstabilisation et le martyr du Congo ne sont pas réellement mis au pied du mur par une communauté internationale trop complaisante.

## L'alternative vient d'en bas

Aujourd'hui dans plusieurs pays africains, la grogne se transforme en colère et la colère se transforme en révolte. Paysans, ouvriers, jeunes, petits commerçants sont dans la rue pour défier les régimes pourris. Ils n'ont plus peur, comme récemment en Éthiopie ou au Zimbabwe. Ils déclenchent des grèves générales, comme au Niger. Ils constituent de vastes coalitions populaires qui interpellent les gouvernements et les partis politiques, comme au Nigeria ou en Afrique du Sud. Une "deuxième vague" de luttes démocratiques vient par "en bas" et menace un status quo intolérable. Encouragée et stimulée par le mouvement social qui se développe partout sur la planète, une société civile populaire prend forme en Afrique, comme le démontre la multiplication de grands rassemblements et de mouvements de masse. À Bamako à la fin de janvier, le Forum social mondial se réunit dans la capitale malienne qui sera le rendez-vous des mouvements populaires.

Année 2006: Fin du règne de l'impunité et de la médiocrité en Afrique? *ndlr*

Publié le 2 janvier 2006  
par : Pierre Beudet



Pour les pays pauvres toutefois, il s'agit en fait d'une solidarité par défaut, tout au moins au niveau des promesses. Personne pourtant n'a précisé le coût de la mise à niveau des capacités productives dont il faudra s'acquitter pour permettre aux pays faiblement industrialisés d'acquérir une aptitude à absorber les chocs d'une compétitivité mondiale. Personne ne peut croire qu'une partie ne sera pas prise en charge par les pays riches qui, vraisemblablement, ne manqueront pas d'y injecter à nouveau leur conditionnalité d'usage, fondue et diluée dans la notion de gouvernance.

## Du commerce "sans entraves" à la solidarité "sans entraves"

A défaut d'une avancée rapide à Hong Kong, il y a au moins un calendrier sur les dates butoirs des promesses avancées. Mais la faible participation des pays pauvres dans les décisions futures, l'exploitation des rivalités au sein des groupes notamment entre les intérêts divergents entre les pays émergents et les pays faiblement industrialisés, les effets nocifs de la corruption et des allégeances multiples de certains responsables africains peuvent conduire à une contagieuse désillusion, qui risque de porter en elle la tentation de jeter le bébé : "le commerce sans entraves" avec l'eau du bain de ses artifices trompeurs à savoir : "la solidarité sans entraves".

2010 était la date proposée par les membres du groupe du G20 pour que les pays riches mettent fin aux subventions aux exportations agricoles considérées comme les plus "amorales" des distorsions aux échanges mondiaux. 90 % des subventions accordées au plan mondial (soit 2,7 milliards d'euros par an) se font par les pays européens à leurs agriculteurs. On se demande comment les producteurs des États pauvres peuvent ne pas être pénalisés lorsque l'échéance est repoussée à 2013.

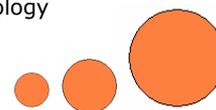
Selon la Banque mondiale, et à l'exception de l'Inde qui gagne déjà sur le marché des services, les pays émergents seraient les grands gagnants de l'ouverture des marchés agricoles avec une hausse de 40 % de leurs revenus.

On ne peut standardiser un système qui promeut l'esclavage commercial. Le président des producteurs agricoles du Kenya, Leonard Nduati Kariuki, (Kenya National Federation of Agricultural Producers - KENFAP) a bien résumé la situation en rappelant que le prix du café payé au producteur kenyan est de 50 cents alors que ce café se vend entre 15 et 20 \$ EU au consommateur européen. Lorsqu'il s'exprime sur la chaîne de valeurs coton, textile et habillement du Kenya, il n'y a pas d'hésitation : "Elle a été détruite par les programmes d'ajustements structurels. Les kenyans portent aujourd'hui vos [pays occidentaux] vêtements de l'été dernier". Faut-il croire paradoxalement que le "socialisme" est finalement pour les riches qui s'organisent pour se protéger aux dépens des pauvres et que "l'économie de marché" avec la compétition et la concurrence, sans mise à niveau préalable, sont réservées pour les pauvres ?

Il faut espérer que la solidarité "sans entraves" sera au rendez-vous de 2015 à moins que les négociations commerciales de Hong Kong ne soient qu'une accalmie trompeuse...

Par Yves Ekoué Amaïzo

Directeur du Think Tank Afrology



"Nous ne devons plus tolérer que nos gouvernants nous racontent des histoires à dormir debout. Il n'y a plus lieu de fermer les yeux sur les diverses manipulations du peuple ou de l'opinion internationale par l'actuel régime en place."

## Afrology

### L'Afrique en chiffres

#### Les 500 premières entreprises africaines

Le palmarès général de 2006 est dominé par les extrémités nord et sud du continent. Aux 163 entreprises sud-africaines répondent 181 nord-africaines : 71 du Maroc, 51 d'Egypte, 35 de Tunisie et 24 d'Algérie. Restent 156 entreprises dans 24 pays, dont 7 placent plus de 10 groupes dans les 500 : le Nigeria (28 entreprises), la Côte d'Ivoire (24), le Cameroun (16), l'Ile Maurice (15), le Kenya (11), le Gabon (11) et le Sénégal (10). Il faut ici noter la très mauvaise performance du franc CFA; la zone franc place seulement huit pays dans le classement. Outre ceux déjà mentionnés plus haut, il s'agit du Bénin, du Burkina Faso, du Mali et du Niger...

Faut-il qu'un seul, même si c'est le dernier des togolais meure par la faute de nos gouvernants ? La réponse est : NON ! Mais au Togo la mort du citoyen ne semble pas préoccuper outre mesure, ceux qui se réclament être à la tête de notre pays. La preuve est que déjà à l'époque d'Eyadéma (je dis époque, car qu'on le veuille ou non, cette période est bel et bien révolue), les nids de poules, sur nos routes, les tas d'ordures dans la capitale Lomé, les fonctionnaires qui crevaient de faim à cause du retard des salaires, les retraités qui ne touchaient plus leurs pensions,... rien de tout cela n'empêchait l'argent récupéré par nos douanes ou le port autonome de Lomé, d'aller directement échouer à Lomé II sans transiter par le Trésor public. Le simple citoyen était laissé pour compte et pouvait crever comme un chien dans la rue. Pire pendant que le peuple était ainsi sacrifié sur l'autel des ambitions personnelles, nos gouvernants n'avaient de temps que pour crier si ce n'est après les bailleurs de fonds, du moins après les partis politiques de l'opposition.

Une autre blague que je qualifierai des meilleures, est de voir la télévision nationale projeter des images d'étudiants lisant des motions de soutien au régime ou de diffamation à l'égard des membres de l'opposition, au lieu de réclamer leurs bourses qui n'étaient plus payées à temps sur le campus universitaire. Il y avait toujours assez d'argent comptant et bien frais pour les manipulations de la jeunesse tandis que le gouvernement continuait de soutenir devant le monde entier, qu'aucun sacrifice n'était trop grand lorsqu'il s'agit justement de cette jeunesse en détresse. Bref, lorsqu'on voit l'art avec lequel le régime d'Eyadéma nous a manipulés au Togo pendant toutes ces années, il n'était plus étonnant de voir que le nouveau régime en place depuis la disparition du dictateur ait hérité du même système.

En effet, cela fera bientôt un an que le nouveau régime aussi nous casse les oreilles avec les mots tels que changements, réconciliation ou paix. N'allez toutefois pas me dire qu'il y a eu un seul changement au Togo, quand le 13 janvier continue d'être maintenu comme une fête de la libération de notre peuple. Libération de qui ou de quoi, allez savoir ? Et cela quand des milliers de nos compatriotes croupissent encore dans les camps de réfugiés juste aux portes de notre chère patrie, que notre pays croule sous le poids de la dette, que des innocents sont malmenés dans les prisons disséminés à travers le pays,

et que même notre politique intérieure continue d'être dictée de l'extérieur.

Pour la reconstruction réelle du Togo, nous devons exiger un langage de vérité de nos dirigeants. Que l'actuel Président de la République arrête de nous dire qu'il prône la paix quand il se prépare à célébrer une fête de la division comme le 13 janvier. L'argent qui permettra de faire les parades militaires, ne pourra-t-il pas servir à commencer par dédommager les familles des victimes des crimes commis par les milices du RPT sur la population civile lors de la dernière élection, ou encore à payer les salaires? Et si vraiment le nouveau gouvernement est prêt à entamer les réformes démocratiques pourquoi ne pas arrêter définitivement les magouilles et prendre le taureau par les cornes, à savoir:

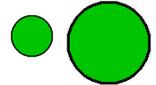


- Redonner sa place à la justice dans notre pays;  
- Réagir aux multiples abus en droits humains dénoncés dans les rapports;  
- Oeuvrer véritablement pour l'organisation de nouvelles élections présidentielles transparentes sous l'égide des Nations Unies par exemple, avec toutes les unités de l'armée confinées pour une fois dans les casernes à l'occasion des votes;  
- Entamer un réel dialogue avec le peuple, j'entends avec tous les togolais, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du pays et pas seulement avec les associations fantoches acquises aux aspirations du RPT...

- Redonner sa place à la justice dans notre pays;
- Réagir aux multiples abus en droits humains dénoncés dans les rapports;
- Oeuvrer véritablement pour l'organisation de nouvelles élections présidentielles transparentes sous l'égide des Nations Unies par exemple, avec toutes les unités de l'armée confinées pour une fois dans les casernes à l'occasion des votes;
- Entamer un réel dialogue avec le peuple, j'entends avec tous les togolais, qu'ils soient à l'intérieur ou à l'extérieur du pays et pas seulement avec les associations fantoches acquises aux aspirations du RPT...

*Kouassi Klousse*

Photo: militaires français au Togo



letogolais.com

#### Annonces - Agenda avec Africinfo

**01/09-012006** - Lieu: Togo - Arts plastiques: Exposition Améyovi HOMAWOO Winiga

**11/26-02-2006** - Lieu: Bénin - Festival International de Théâtre du Bénin (FITHEB).

**02/05-02-2006** - Lieu: Mali - Musique, festival Festival sur le Niger 2006. Des musiciens célèbres du Mali et de la sous-région donneront des concerts sur le fleuve Niger.

**25-02-2006** - Lieu: Cote d'Ivoire - Festival du Marché des Arts du Spectacles Africains. Le MASA a pour finalité la promotion des oeuvres et des artistes africains et leur intégration dans les circuits de diffusion internationaux.

#### Liens



**Afrique Info** - [www.africinfo.org](http://www.africinfo.org)

**All Africa** - [www.allafrica.com](http://www.allafrica.com)

**Africetime** - Afrique sur internet - [www.africetime.com](http://www.africetime.com)

**Mbolo** - Portail Afrique et Maghreb - [www.mbolo.com](http://www.mbolo.com)

**African British Business** - [www.africanbritishbusiness.org](http://www.africanbritishbusiness.org)

**Famafrique** - Internet pour les femmes - [www.famafrique.org](http://www.famafrique.org)

**Think Tank Afrology:** Yves Ekoué Amaïzo - Médard Amévi Atiopou - Gustav A. Ahadji - Korh - Spero Noviti Houmeu - Urbain Atchon - Noël Kodja...

Siège : Bruxelles  
webmaster@afrology.com  
Internet : <http://www.afrology.com>

